

# Procès WorldCom: Bernard Ebbers en prend pour 25 ans!

L'énorme dossier WorldCom s'est enfin refermé définitivement ce jeudi. En effet, après avoir été reconnu coupable par la justice américaine de « complot, fraude boursière et fausses déclarations à la SEC », Bernard J. Ebbers, ancien patron de l'opérateur vient d'être condamné par la juge Barbara Jones à 25 ans de prison.

« Toute peine inférieure ne reflèterait pas la gravité du crime », a déclaré la juge qui a prononcé cette sentence. « Cela me semble assez clair que M. Ebbers est celui qui a dirigé l'activité criminelle dans cette affaire », a-t-elle ajouté.. L'homme de 63 ans risque une peine maximum de 85 ans de prison. Sa défense a immédiatement annoncé son intention de faire appel de la condamnation. A l'énoncé de la peine, la femme de Bernie Ebbers est venue l'étreindre, des larmes dans les yeux, et tous deux ont quitté le palais de justice sans faire de commentaires. De son côté, le principal avocat, Reid Weingarten, a de nouveau insisté sur les arguments avancés début juin pour implorer la clémence. « M. Ebbers a de sérieux problèmes cardiaques qui doivent être suivis », a-t-il dit. Il y a deux semaines, dans le volet civil de l'affaire, Bernie Ebbers avait accepté de verser la quasi intégralité de sa fortune aux actionnaires soit jusqu'à 40 millions de dollars. **Le plus grand scandale économique des Etats-Unis** Coupable sur toute la ligne! L'ancien p-dg était accusé de fraudes et faux en écriture pour 11 milliards de dollars, soit la plus grande fraude que le pays ait jamais connue. L'homme avait, entre 2000 et 2002 gonflé la valeur de l'action et les résultats de l'entreprise pour rassurer les investisseurs et les marchés. Or la société traversait les pires difficultés. Pendant tout le procès, il avait pourtant clamé son innocence. La Justice le déclare responsable de toutes les malversations en mars dernier. Son argumentation, visant à dire qu'il était autodidacte, qu'il ne connaissait pas la finance et n'était pas au courant des manipulations de chiffres, ne pouvait pas tenir. Extrait d'un dialogue savoureux pendant le procès. L'avocat de Sullivan interroge Ebbers : « Vous n'aviez pas un ?il sur ses activités au jour le jour ? », « Oh non , Oh non ! » répond Bernie Ebbers. Puis le procureur fédéral David Anders lui fait admettre qu'il est familier des termes savants des bilans financiers et qu'il se penchait lui-même de près sur les comptes des sociétés cibles d'OPA dans les années 90. « Le ratio du prix sur le bénéfice par action ça vous dit quelque chose ? », réponse surréaliste de Ebbers : « J'ai déjà entendu ça ». Pour l'establishment américain, le cas WorldCom était trop gros: les manipulations d'écriture ont porté sur 11 milliards de dollars! Il ne pouvait que servir d'exemple. En juillet 2002, le deuxième opérateur de télécoms longue distance des Etats-Unis après ATT avait dû se placer sous la protection de la loi sur les faillites après la découverte de ces malversations. Pour survivre, le groupe a mis en place un féroce et très long plan de restructuration qui s'est traduit par l'annulation de 74,4 milliards de dollars de bénéfices avant impôts sur la période 2000 et 2001, notamment à cause d'un total de 59,8 milliards de provisions pour dépréciation de son fonds de commerce. Par ailleurs, 22.000 emplois dans monde ont été supprimés et 90% de la dette (35 milliards de dollars) ont été remboursés. En avril 2004, MCI sortait du régime des faillites. Rebaptisée MCI, le groupe est sorti de la faillite en avril 2004.